

A propos Des «discours automatiques» contre la guerre et l'impérialisme Certitudes et questions

Cet article vise à faire le point sur quelques problèmes posés par le mouvement antiguerre, tant au niveau des slogans avancés dans les manifestations que des «discours automatiques» de l'extrême gauche (1). Sont concernés les comparaisons douteuses, les raisonnements hâtifs, les analyses bâclées, qui ne convainquent personne mais que nous continuons à répéter avec acharnement depuis – au moins – les années 60. Il me semble en effet que les révolutionnaires sont souvent opposés à la guerre contre l'Irak à partir de pronostics risqués, ou pour des raisons détestables (2)

La manifestation pacifiste mondiale du 15 février 2003 a rassemblé en France des cortèges importants, non exempts d'ambiguïtés (cf. l'article «Un petit bain de foule et de haine chauvine»). Quelles que soient les tendances de l'extrême gauche concernées, on peut dire qu'un consensus semble se faire jour sur quelques points:

- Les Etats-Unis veulent redessiner l'ordre mondial aux dépens de l'Europe.
- Les intérêts économiques, matériels (pétroliers et géostratégiques), sont centraux dans la guerre qui menace.
- La défense de la «démocratie» n'est qu'un prétexte creux, sans réalité.
- Le capitalisme ne peut vivre sans la guerre.
- Pour arrêter les guerres, il faut renverser le capitalisme.

Quelles que soient les nuances dans l'expression de ces idées, elles constituent grosso modo un fonds commun à toutes les tendances. Mais au-delà de ces généralités, lorsque l'on envisage ce qu'il faut (ou faudrait) faire, si les révolutionnaires avaient les forces suffisantes, des clivages fondamentaux apparaissent.

Contre certaines guerres ou contre toutes ?

Ce premier clivage est le plus évident. Les pacifistes radicaux, partisans de la non-violence dans tous les cas (pas les pseudo-pacifistes qui tourneront leur veste après un vote à l'ONU), s'opposent évidemment à ceux qui considèrent que certaines guerres seraient «progressistes», pourraient «affaiblir l'impérialisme» ou qu'il faudrait défendre une petite nation contre l'agression d'une grande puissance impérialiste. Conséquence pratique immédiate: les pacifistes radicaux prônent la désertion, la constitution de réseaux de déserteurs, etc., tandis que les seconds prôneraient, s'ils en avaient les forces, l'organisation des soldats à l'intérieur des armées impérialistes en vue de mutineries, puis d'une insurrection armée. Du moins, s'ils mettaient leurs intentions révolutionnaires effectivement en pratique...

De toute façon, qu'il s'agisse de mutineries ou de désertions massives, on voit mal comment de tels phénomènes pourraient affecter les armées de métier des grandes puissances impérialistes actuellement. Ce clivage, susceptible d'avoir des conséquences pratiques importantes dans une autre situation, n'en a aucune aujourd'hui. Par contre, il peut amener dès maintenant certains courants à soutenir, en cas de guerre, un camp (l'Irak) contre un autre (les Etats-Unis) et à mettre un bémol dans leurs critiques contre Saddam Hussein et son régime sanguinaire.

Contre certains États ou contre tous ?

Ce second clivage rejoint en partie le premier, mais ne le recoupe pas totalement. Ceux qui sont farouchement opposés à tout Etat (principalement les anarchistes mais aussi ceux qu'on appelle, par facilité, les «ultra-gauches») critiquent tous les gouvernements et tous les mouvements de libération nationale (simples États en gestation). Par contre, du côté des trotskystes, on trouve une pléiade de nuances. A partir de références politiques identiques, on aura droit à une multitude de positions: certains soutiendront Saddam, d'autres refuseront de cautionner sa dictature ; certains ont soutenu Milosevic, d'autres ont pris le parti de l'UCK. Sans compter ceux qui prêtent des vertus révolutionnaires à telle ou telle dictature se réclamant du «socialisme»: Burkina Faso, Angola, Cuba, etc.

L'URSS n'existe plus mais le «soutien critique» à tel ou tel Etat perdure. Les noms de ces États peuvent changer, mais l'illusion qu'en soutenant tel ou tel régime on pourrait influencer sa politique, ou au moins on serait dans le «bon camp», cette illusion perdure. Ne serait-il pas temps de sortir de l'éternel: «Qui est contre l'URSS est pour l'impérialisme américain ?» Traduction aujourd'hui: «Qui est contre Saddam est pour Bush» ?

Face à ce raisonnement éternellement binaire, ne peut-on introduire un troisième facteur: la classe ouvrière et sa lutte pour le socialisme ? Qu'ont gagné les travailleurs à soutenir la «patrie du socialisme», les «États ouvriers dégénérés» ou «déformés», le «socialisme réel» et autres régimes d'exploitation ?

Certes, nos révolutionnaires actuels prétendent s'inspirer de l'exemple de Marx ou des bolcheviks pour définir leurs positions «internationalistes». Je ne peux revenir ici sur les comparaisons régulièrement évoquées entre les positions prises lors de tel ou tel conflit du XIX^e ou du XX^e siècle et l'Irak, le Kosovo ou l'Afghanistan. Mais on peut au moins se poser quelques questions élémentaires.

1) A l'époque de Marx ou des débuts de l'Etat soviétique (pour ceux qui croient que cet Etat avait des velléités révolutionnaires), il existait un mouvement ouvrier international. Marx ou la Troisième Internationale des années 20 ne fondaient pas leur «diplomatie» sur tel ou tel Etat en lequel ils avaient des illusions. Ils partaient de l'idée que le capitalisme (pour simplifier) jouait un rôle progressif en éliminant les restes du féodalisme et que la constitution de grands États puissants et centralisés accélérerait la formation d'une classe ouvrière importante, et donc hâterait l'avènement de la révolution mondiale. Peut-on encore raisonner de cette façon aujourd'hui ? Peut-on encore faire l'apologie des effets progressifs de l'industrialisation du monde ?

2) L'Internationale communiste est celle qui a le plus théorisé le soutien aux mouvements de libération nationale contre l'impérialisme. Mais on ne doit pas oublier:

- qu'il s'est agi, pour l'Etat soviétique puis l'impérialisme russe, de gêner au maximum l'impérialisme occidental ;

- et que les mouvements de libération nationale ont partout établi de sanglantes dictatures sur leurs propres peuples et n'ont même pas réussi à leur assurer le minimum vital: un logement correct, le droit à la santé et à l'enseignement et un travail décent. Il fallait, bien sûr, souhaiter et précipiter la défaite des armées impérialistes dans tous les conflits coloniaux mais sans propager la moindre illusion sur les directions nationalistes qui prenaient la tête de ces révolutions dans les pays du tiers monde.

Lorsqu'il y avait encore des Internationales, que ce soit la Première, la Seconde ou la Troisième, la «diplomatie prolétarienne» se fondait sur l'action concomitante des ouvriers dans les pays belligérants. Se trouve-t-on dans une telle situation aujourd'hui ? Où sont les syndicats ou les organisations de masse qui pourraient mobiliser les ouvriers et paysans américains et irakiens, palestiniens et israéliens ? En l'absence d'un mouvement ouvrier réel, on peut certes multiplier les appels aux bureaucrates syndicaux ou aux partis de gauche à réagir, mais on trompe son monde si on croit que ces bureaucrates bougeront le petit doigt. Aussi ne faut-il pas s'étonner si la «diplomatie révolutionnaire» d'aujourd'hui se réduit en fait au soutien critique à Saddam ou Milosevic, à Arafat ou à Ocalan.

Contre la bourgeoisie américaine ou contre toutes les bourgeoisies ?

Si cela n'apparaît jamais sous cette forme aussi claire, de fait une grande partie de la propagande d'extrême gauche établit une hiérarchie entre les États impérialistes ou bourgeois. Autant on peut comprendre que les militants américains dénoncent en priorité la barbarie de leur propre Etat (en cela, le travail d'agitation et de réflexion de Chomsky est essentiel ; on aimerait que des intellectuels et des

historiens français dépensent la même énergie que lui à démolir le discours «civilisateur» de l'impérialisme français, sous tous les gouvernements de droite et de gauche), autant la même attitude (prioritairement anti-américaine) appliquée dans tous les grands pays impérialistes et dans tous les États de la planète a des conséquences néfastes.

C'est ainsi qu'en France, un pourcentage infime de la propagande antiguerre est consacré à la responsabilité française dans la longue vie de la dictature du Baas irakien, pour ne pas parler de tous les dictateurs d'Afrique francophone. Dans la patrie de Mitterrand et de Robert Hue, la lutte contre l'impérialisme français a toujours été secondaire, si l'on excepte les périodes de la guerre d'Indochine et celles de la guerre d'Algérie, mais il faut dire que, dans ces deux cas, la vie de soldats et de civils français était en jeu. Depuis la fin de la guerre d'Algérie, on n'a jamais vu ni la gauche ni l'extrême gauche s'investir sérieusement dans la dénonciation, même en milieu étudiant, des crimes de l'impérialisme français. Les facs ont eu successivement des comités Vietnam, Chili, Nicaragua, Chiapas ou Palestine, mais on aurait du mal à dénicher des comités Mali, Côte d'Ivoire ou Sénégal. Quant aux foyers de travailleurs immigrés, ils n'ont jamais eu la visite du moindre gauchiste, à l'exception des maos des années 70, mais ceux-ci les caressaient dans le sens du poil, ne critiquaient jamais les Ben Bella, Amilcar Cabral, Nkrumah, etc. (3). Le terrain a donc été occupé par des associations d'étudiants étrangers ou de travailleurs immigrés noyautés par des États policiers laïcs ou religieux, et aujourd'hui par des islamistes fondamentalistes.

Le fait que des jeunes (issus ou non de l'immigration) éprouvent de la haine pour Bush semble à certains un facteur positif, qui pourrait être transformé en une conscience de classe ou une conscience révolutionnaire. En gros, la réduction des Etats-Unis à un crétin (Bush) et une brute (Stalone), réduction opérée quotidiennement par les *Guignols de l'Info* ouvrirait la voie à une «bonne» propagande anti-impérialiste. Je souhaite bon courage à ceux qui croient que l'on peut détourner une haine nationaliste, manipulée d'un côté par les intégristes musulmans et de l'autre par les nationaux-républicains de toute obédience, et la transformer en un facteur positif.

Mais pourquoi se cacher derrière la haine de l'autre ? Autant exprimer la sienne, ce serait plus honnête ; mais alors on devrait s'interroger sur la raison pour laquelle l'«arrogance» américaine serait plus insupportable que celle des Mitterrand, Chirac, Seillères, Messier, Aussaresses et Bigeard.

Là encore, en croyant déceler un élément positif dans l'anti-américanisme primaire de la jeunesse, nos révolutionnaires ne font que théoriser leur impuissance, dévoiler que le principal problème est ailleurs: la classe ouvrière, en France comme dans le reste du monde, soutient passivement sa propre bourgeoisie, ses partis et ses syndicats qui pratiquent la collaboration de classe depuis près d'un siècle.

Contre le sionisme et l'existence de l'Etat d'Israël ou contre tous les nationalismes ?

L'attitude vis-à-vis du sionisme (c'est-à-dire, plus clairement, du nationalisme juif ou israélien) est une de celles qui polluent le plus l'action du mouvement antiguerre, notamment aux États-Unis. Ceux qui dans le mouvement sont opposés à l'existence même de l'Etat d'Israël (4), ou prônent naïvement un grand Etat englobant Juifs et Palestiniens, ont une indulgence particulière pour le nationalisme arabe – comme d'ailleurs pour le nationalisme noir au sein même des États-Unis. Comme l'écrit un militant américain: «Le Workers World Party (5) contrôle la coalition antiguerre et ils ont empêché Michael Lerner de prendre la parole à la manifestation. Ce rabbin, sioniste de gauche, partisan d'un Etat palestinien, collabore avec l'extrême gauche depuis des années, mais il aurait certainement, dans son intervention, critiqué Saddam Hussein, le Hamas et le Hezbollah. Le mouvement antiguerre commet une grave erreur. Nous devons répondre aux problèmes que rencontre le peuple irakien si nous voulons démolir les arguments des partisans de Bush. Nous ne pouvons pas laisser Bush et Blair continuer à prétendre qu'ils vont “libérer” le Moyen-Orient.»

C'est ainsi que les trotskystes britanniques du SWP, à l'origine du mouvement Stop the War, font la cour à la Muslim Association of Britain, qui défend les positions des Frères musulmans, positions féroce­ment anti-ouvrières dans les pays où cette organisation est représentée. Ou qu'en France le Hamas et autres organisations islamistes peuvent tranquillement scander «Mort aux Juifs !» dans les manifestations gauchistes sans se faire vider à grands coups de pompes dans le cul. Qu'aux Pays-Bas, en avril 2002, plusieurs milliers de manifestants peuvent crier: «Hitler en a raté un: Sharon» et se livrer à des ratonnades antijuives, sans que l'extrême gauche française en parle.

En Angleterre, en Hollande, en France ou aux Etats-Unis, les arguments mis en avant sont toujours les mêmes: «Il faut être efficace et ne pas briser l'unité du mouvement. Ce n'est pas le moment. L'impérialisme américain est l'ennemi principal. Il faut savoir hiérarchiser les priorités, etc.» On a vu ce que les «Ho-ho-ho-chi-minh !» des ancêtres de la LCR ou les «FNL vaincra !» des maos ont donné: la famine, des centaines de milliers de boat people, et l'instauration d'une dictature féroce anti-ouvrière du Nord au Sud du Vietnam, sans offrir la moindre perspective aux révolutionnaires vietnamiens qui ne voulaient ni du stalinisme ni de régimes fantoches soutenus par l'impérialisme américain. Mais ces gens-là n'ont rien appris et continuent dans la même lignée, en apportant un soutien critique à l'OLP, quand ce n'est pas au Hamas ou au Hezbollah, groupes terroristes anti-ouvriers.

Ceux qui refusent de dénoncer clairement l'antisémitisme des nationalistes arabes, ceux qui tolèrent des slogans comme «Sharon = Hitler», «Sharon, SS», etc., font un très mauvais calcul s'ils pensent que leur silence d'aujourd'hui leur permettra plus tard de redresser la barre et de convaincre leurs interlocuteurs nationalistes ou islamistes que le racisme et le chauvinisme divisent les travailleurs et divisent les peuples.

Certes, les grands partis israéliens, à commencer par le Parti travailliste qui a façonné l'Etat d'Israël, n'ont jamais eu la moindre estime pour les Arabes de Palestine ou d'ailleurs. Le général de réserve R. Eitam, porte-parole du Parti national religieux, parti extrémiste des colons qui vient d'entrer dans le gouvernement Sharon, compare la démographie et l'organisation des villes palestiniennes à un «cancer» qu'il faudrait éradiquer (6). A la suite de l'assassinat du petit Mohamed al Dura devant les caméras de télévision du monde entier, un porte-parole de l'armée israélienne a osé déclarer, au cours d'une conférence de presse transmise sur TFJ, la Télévision française juive, que le père de l'enfant s'était servi du corps de son fils comme bouclier humain pour se protéger des balles ! Bernard Henri-Lévy a raison quand il affirme que la propagande antisioniste, en dénonçant les assassinats des enfants de l'Intifada, recycle un vieux thème antisémite, celui du Juif, tueur d'enfants.

Mais il «oublie» de dire que TFJ, chaîne sur laquelle il s'exprime régulièrement, surfe sur le racisme anti-Arabes, sur leur lâcheté supposée qui les amènerait à laisser leurs enfants se faire tuer à leur place.

Dans un tel contexte, il est donc important de dénoncer les effets du nationalisme israélien (le sionisme), comme du nationalisme palestinien, et leurs sous-produits, le racisme anti-arabes et l'antisémitisme. Beaucoup de militants pensent que finalement le racisme anti-juifs ou anti-israéliens serait plus compréhensible, moins grave, car il viendrait d'une minorité opprimée. – les Palestiniens, en Israël, ou les jeunes Français issus de l'immigration, ici. Eh bien, ils se trompent, et ils feraient bien de se demander pourquoi et comment le multimilliardaire saoudien Ben Laden est devenu si populaire aux quatre coins de la planète. Mais inutile d'aller jusqu'à Téhéran ou Karachi. Il suffit de regarder l'implantation du Front national dans les quartiers ouvriers en France. Depuis quand la popularité d'un parti qui puise dans les thèmes mobilisateurs du racisme et du fascisme devrait-elle nous amener à croire que l'on pourrait partir des mêmes pulsions de haine chauvines et autoritaires pour les transformer en pulsions révolutionnaires ?

Pour la démocratie en Irak ou pour la révolution socialiste ?

Posée comme cela, la question peut sembler absurde. Tout révolutionnaire placé devant cette alternative en préférera le second terme. Mais il faut cependant s'interroger aussi sur la question de la démocratie si l'on veut s'adresser à ceux qui prennent pour argent comptant les arguments des Bush, Blair et consorts. Ceux-ci puisent dans la propagande antinazie et antifasciste de la Seconde Guerre mondiale et veulent faire croire qu'ils prépareraient une sorte de second débarquement et que les Européens seraient aussi naïfs et lâches vis-à-vis de Saddam aujourd'hui que vis-à-vis de Hitler hier. On ne peut traiter ces arguments à la légère (7). Certes on peut sourire quand un sénateur américain compare l'importance de l'arrestation du chef présumé de la logistique d'Al-Qaïda avec la libération de Paris. Ou quand un journaliste américain basé en France explique sur TF1 que les chars américains seront accueillis par des foules en liesse à Bagdad.

Mais on doit traiter sérieusement ces arguments et ne pas simplement dérouler le catalogue des coups d'États soutenus par la CIA (Guatemala, Iran), des invasions (Panama, Grenade), des guerres de longue durée contre un peuple colonisé (Vietnam) avec leur cortège de victimes (2 millions), des embargos et des bombardements (500 000 victimes au moins en Irak, etc.), voire de crimes plus anciens et fondateurs pour les États-Unis: génocide des Indiens américains (un million de morts), déportation de 9

millions d'esclaves africains en Amérique (une partie – difficilement quantifiable – d'entre eux sont morts pendant la traversée ou par suite des traitements barbares qu'ils subissaient dans les plantations).

L'extrême gauche se préoccupe peu des forces démocratiques en Irak (ou en exil), de leur influence, de leur programme politique, etc., et des embryons de mouvement ouvrier qui pourraient exister dans ces pays ou (plus probablement) en exil. Et pour cause: apparemment la plupart des partis de l'opposition irakienne seraient en faveur de l'intervention américaine. Même si cette position me semble erronée, il faudrait peut-être en débattre avec les intéressés plutôt que de faire comme si leur opinion ne comptait pas. Et il en a été de même au moment de la guerre en Afghanistan ou au Kosovo. Pourtant, il semble difficile de prétendre soutenir le peuple irakien, kosovar ou afghan contre l'intervention américaine ou les interventions occidentales, sans se demander quelles organisations politiques démocratiques et ouvrières existent sur le terrain, ou dans l'immigration, et quel soutien peut-on leur apporter pour que leur peuple et leur classe ouvrière bénéficient de droits démocratiques élémentaires. Et s'il n'existe aucune organisation digne de notre soutien, alors comment peut-on se gargariser de mots tels que «solidarité», «peuple», etc. ?

Mais nos révolutionnaires ne feraient-ils pas aujourd'hui de la Realpolitik... à la soviétique ? «Bon, y a pas de mouvement ouvrier, y a pas de démocratie dans ces pays-là, de toute façon, ils ne sont pas assez développés pour bénéficier d'une démocratie solide, donc on soutient les États existants ou les partis nationalistes qui terrorisent leur peuple.» N'est-ce pas ce genre de raisonnements qui fondent implicitement leurs discours anti-impérialistes ?

Il serait peut-être temps de sortir des discours marxistes mécanistes et paternalistes qui enferment les trois quarts de l'humanité dans l'alternative suivante: «Soit vous faites la révolution socialiste mondiale, soit vous crevez de faim.» Même dans les pays du tiers monde, les ouvriers et les paysans peuvent conquérir des droits démocratiques élémentaires, à commencer par le droit à s'organiser en syndicats et en partis politiques.

Même dans les pays du tiers monde, les travailleurs et les paysans peuvent établir un rapport de forces plus favorable face aux patrons, aux gros propriétaires terriens, aux multinationales et à leurs États.

Et cette perspective est valable aussi bien pour l'Irak que pour le Rwanda, le Venezuela ou la Birmanie. Contrairement à ce que Chirac a osé déclarer pour l'Afrique, la démocratie n'est pas un luxe inutile pour les peuples du tiers monde (8).

Pour revenir à la guerre contre l'Irak, les pacifistes, même les plus radicaux, risquent de se trouver dans une position très inconfortable au cas où une guerre civile éclaterait en Irak et où l'armée américaine déciderait de soutenir activement un camp en présence. Que feront alors nos «antiguerre» ? Contre les Irakiens qui voudraient éventuellement instaurer un Etat démocratique en Irak, défendront-ils les partisans de Saddam, la Garde nationale irakienne ou les Moujahidine du peuple iraniens réfugiés en Irak et exécuteurs de toutes les basses besognes du régime ? Pour le moment, le gouvernement Bush semble vouloir se contenter de placer un général de rechange aux commandes et ne pas s'attaquer à l'appareil d'Etat irakien mais on ignore comment la situation évoluera. Il me semble particulièrement dangereux d'écarter, par avance, la possibilité que les Irakiens eux-mêmes décident d'aller plus loin que ce que Bush ou les puissances impérialistes veulent leur imposer.

«Saddam, dictateur irakien. Bush, dictateur mondial» ?

Ce slogan comparant Saddam et Bush établit un parallèle absurde. On ne peut comparer une dictature totalitaire et une démocratie musclée. Les dirigeants de l'armée américaine sont certes parfaitement capables d'ordonner que l'on emprisonne ou torture des guérilleros, des révolutionnaires ou des militants des droits de l'homme. Ils l'ont fait dans le passé et le feront encore. Mais pour le moment la police et l'armée américaines ne le font pas à grande échelle sur leur territoire, comme le fait Saddam dans son pays. De plus, traditionnellement les Etats-Unis n'aiment pas s'engager dans ces guerres coloniales classiques qui ont permis aux armées française, britannique, portugaise et espagnole de massacrer des centaines de milliers d'êtres humains aux quatre coins de la planète.

L'armée américaine procède d'une façon bien plus indirecte et plus efficace, hélas ! D'ailleurs, au XX^e siècle, l'Etat américain n'est intervenu massivement, pendant une longue période, pour modifier en profondeur un régime politique que dans deux cas: au Japon et en Allemagne de l'Ouest après la Seconde Guerre mondiale.

Et cela lui a plutôt réussi. Sinon l'armée américaine se «contente» d'envoyer des conseillers militaires

aider des régiments d'élite de toutes les armées prêtes à accepter ses services, mais elle ne fait pas le boulot elle-même – à part en Afghanistan en ce moment, à petite échelle, au Vietnam (avec les résultats catastrophiques que l'on sait) et peut-être demain en Irak.

Dans son ouvrage intitulé *Les Forces spéciales*, Tom Clancy, romancier et essayiste réactionnaire, grand ami des militaires, décrit par le menu comment l'armée américaine (sous les gouvernements démocrates et républicains la politique est la même) choisit dans chaque pays (notamment en Amérique latine, mais aussi sur d'autres continents) des unités spécifiques, de taille limitée, auxquelles elle enseigne «le B-A-BA de la démocratie»: en clair, comment «traiter», voire liquider des mouvements sociaux pré-insurrectionnels, comment lutter contre des guérillas, etc., en limitant au maximum les «bavures» et en faisant du «social»: hôpitaux de campagne, petits gestes humanitaires, etc. On est loin d'une puissance démoniaque qui enverrait des troupes occuper tous les pays qu'elle veut contrôler et imposerait uniquement par la force des régimes à sa botte. Si c'était le cas, Chavez aurait été renversé depuis longtemps par une intervention directe, comme Noriega au Panama ou Bishop à la Grenade. Et la Corée du Nord, l'Iran, la Libye... et l'Irak seraient sous protectorat américain depuis des dizaines d'années.

Les capitaux américains dominant en Europe et «notre» continent n'est pas occupé par les troupes de Bush, même s'il existe quelques bases militaires (9). Le rapport qu'entretiennent les Etats-Unis avec le reste du monde est beaucoup plus subtil (10) que le prétendent les «gauchistes». Les gouvernements américains ont toujours de solides alliés dans chaque pays, dans les classes dirigeantes: hommes politiques, chefs d'entreprise, journalistes, intellectuels, chefs syndicaux, etc.

Le fait qu'Alain Madelin ait été le seul homme politique à prendre position pour Bush et pour la guerre est un leurre. Les partis de droite et de gauche français n'ont aucune divergence essentielle avec ce que Mendès-France appelait «l'hégémonisme» américain. Et dans les pays où les gouvernements américains entretiennent des liens étroits avec pléthore de dictateurs sanguinaires, ce sont à chaque fois des salopards autochtones qui massacrent leurs peuples.

La rhétorique «gauchiste», à force de dénoncer les complices des bourreaux, des tortionnaires et des assassins de chaque Etat, finit par oublier qui exactement fait quoi.

Pour prendre un exemple concret: on peut affirmer, de façon schématique, que les Etats-Unis ont laissé faire Hitler pendant dix ans (de 1933 à 1943), mais on ne doit pas oublier que ce sont quand même Hitler et les nazis qui sont responsables du massacre de 6 millions de Juifs et des tueries perpétrées aux quatre coins de l'Europe par les troupes allemandes, pas le président Roosevelt ni Winston Churchill. Ces derniers sont responsables des bombardements de populations civiles en Europe, mais pas des crimes nazis. On peut leur reprocher d'avoir fermé les yeux sur le massacre des Juifs, massacre annoncé seize ans à l'avance, on ne peut leur en imputer la responsabilité directe, sous peine de tout mélanger.

Où, plus récemment, on peut incriminer l'action de la CIA dans le coup d'Etat de Pinochet au Chili ou les 3000 «disparus» en Argentine, mais cela ne doit pas conduire à négliger les responsables essentiels des massacres commis par les militaires chiliens ou argentins. C'est pourtant ce type d'attitude qu'adoptent la gauche et l'extrême gauche latino-américaines en dénonçant sans cesse l'intervention des Américains, des *gringos* (c'est-à-dire, en bon français, des «étrangers» qui doivent partir – tout un programme !), et en oubliant le rôle de leurs propres bourgeoisies nationales et de leurs appareils d'Etat et de répression.

Quant à Saddam, il est certes en partie une créature des grandes puissances, les Etats-Unis et la France en première ligne, car celles-ci lui ont vendu des armes pendant des années, l'ont soutenu politiquement, etc. Mais le Boucher de Bagdad a lui-même des visées expansionnistes dans la région. Sinon pourquoi aurait-il attaqué l'Iran puis envahi le Koweït ? Que cela ait été approuvé ou non dans un premier temps par l'administration américaine ne le rend pas moins coupable des atrocités commises sur le terrain par ses propres troupes.

Dans son livre *De la propagande*, Chomsky cite plusieurs fois la réponse de Madeleine Albright à la question: «Comment réagissez-vous aux témoignages indiquant qu'un demi-million d'enfants irakiens sont morts à cause des sanctions ?» Cette grande démocrate a déclaré à la chaîne de télévision CBS en mai 1996 que le choix avait été «difficile» mais qu'elle pensait «que cela en valait la peine» !

Il est juste de faire connaître cette déclaration d'un cynisme ignoble et de la mettre en parallèle avec toutes les proclamations en faveur des droits de l'homme. Mais on ne peut oublier que Saddam a délibérément laissé crever ces mêmes enfants qu'il aurait pu sauver. On doit, à chaque fois, tenir les

deux bouts du raisonnement, même si cela rend l'exposé de nos positions un peu plus long et un peu moins simpliste.

Que répondre aux arguments des réacs ?

Que faire contre les guerres ?

La situation actuelle est une situation très complexe où les passions chauvines, les peurs munichoises et l'indignation contre la guerre risquent de donner naissance à un cocktail détonant. Vu la taille minuscule des groupes révolutionnaires sur cette planète et leurs divisions, leurs possibilités d'empêcher la guerre en Irak ou n'importe où dans le monde sont inexistantes. S'ils n'ont pas de solutions immédiates et réalistes à proposer, ils peuvent au moins indiquer clairement quelle issue, dans le cadre de chaque conflit, serait la moins négative pour les travailleurs de chaque pays et s'intéresser aux forces politiques qui, sur le terrain, luttent pour des droits démocratiques élémentaires.

En clair, à propos de l'Irak, s'il n'est pas question de soutenir l'intervention américaine, on doit déclarer haut et fort que si Saddam disparaissait avec une partie de ses tortionnaires, on ne pleurerait pas sa disparition. On doit aussi affirmer sans complexe que la destruction des armes militaires et chimiques de l'Irak est et serait une excellente chose. On ne peut parler à leur propos de «prétendues armes». On ne peut noyer le poisson en déclarant que le Pakistan, Israël et les Etats-Unis ont l'arme nucléaire ou que seuls les Etats-Unis s'en sont pour le moment servis, comme si cela excluait la possibilité que Saddam l'utilise. Si tous ces faits sont exacts, ils ne donnent aucun droit, ni surtout aucune excuse à Saddam. Certes, la France et les Etats-Unis ont fourni à l'Irak des ingrédients pour fabriquer des armes bactériologiques et chimiques, mais ce ne sont pas elles qui ont obligé Saddam à les commander et puis à les utiliser contre les Kurdes !

De même, il faut se méfier des arguments rappelant l'usage de la bombe atomique à Hiroshima et Nagasaki, et les bombardements de civils par les Alliés pendant la Seconde Guerre mondiale. S'ils font allusion à des faits exacts, n'oublions pas que l'avocat Jacques Vergès les a utilisés pour défendre le criminel de guerre Klaus Barbie. Dans le genre, «Oui, c'est vrai, les nazis ont fait des choses horribles, mais l'impérialisme américain aussi, donc tout est pareil, et n'en parlons plus.»

Autant il me semble important de réaliser, dans la rue, l'unité d'action la plus importante possible contre la guerre, autant il faut absolument éviter de cautionner une quelconque unité nationale anti-américaine allant de Le Pen à Robert Hue en passant par Chirac et les royalistes de l'Action française qui avancent presque le même mot d'ordre que la LCR («Pas de soldats français en Irak» pour les premiers ; «Pas de troupes françaises en Irak» pour la seconde). C'est pourquoi il faut absolument briser le consensus que les médias sont en train de promouvoir et dont Chirac profite à fond.

Les révolutionnaires doivent préparer l'avenir, non pas en jouant les éternels alarmistes («La guerre atomique ou la révolution», «Socialisme ou barbarie» et autres perspectives catastrophistes qui ne peuvent que démoraliser ceux qui les prendraient au sérieux) ou en mettant en avant des slogans incompréhensibles dans la période actuelle («Oui à la guerre de classes») mais en développant une propagande internationaliste concrète qui évite les pièges de l'anti-impérialisme à la sauce stalinienne, de la judéophobie (11), du jacobinisme droit-de-l'homme chauvin et d'un mouvement altermondialiste qui, comme le dit bien Claude Guillon, n'est souvent qu'un mouvement altercapitaliste.

On m'objectera peut-être que cela fait vraiment beaucoup de pièges à éviter, mais ce monde est un champ de mines – au sens figuré comme au sens propre.

Y.C., mars 2003

Notes

1. J'emploie à dessein et indifféremment les termes imprécis d'«extrême gauche», de «gauchistes» ou de «révolutionnaires». Il me semble en effet sans intérêt d'établir des différences de nature entre les tendances, en partant de leurs lointaines références idéologiques. Les divergences entre ces groupes renvoient artificiellement à un mouvement ouvrier qui a totalement disparu aujourd'hui. Ceux qui pensent qu'il existe encore des partis ouvriers ou que les syndicats sont vraiment indépendants de l'appareil d'Etat et de l'appareil de gestion des entreprises vivent dans un monde fantasmagorique. Tout aussi irréel que ceux qui identifient la LCR (ou LO ou le PT) à la social-démocratie allemande. Ou ceux qui croient aujourd'hui incarner le «bolchevisme» contre les «mencheviks» ou les «centristes» de tel ou tel groupuscule concurrent.

Les militants actuels, y compris l'infime minorité d'entre eux qui maîtrisent bien les classiques de leur tradition... tout en ignorant ceux des traditions concurrentes, défendent des idéologies bricolées, hybrides, qui n'ont rien à voir avec les théories de leurs pères fondateurs. Les groupes qui se disent révolutionnaires ont une implantation dérisoire. De plus, il est probable que, s'il y avait une vague de luttes ouvrières radicales en Europe et si une fraction significative du prolétariat souhaitait s'affronter avec la bourgeoisie et cherchait des armes théoriques pour mieux se battre, les étiquettes, les groupuscules d'aujourd'hui n'auraient plus grand sens, et voleraient en éclats.

Quant à la pratique actuelle, à une échelle microscopique, des groupes révolutionnaires, les vrais clivages, à mon avis, ne résident pas dans leurs références programmatiques, mais dans leur façon d'affronter au jour le jour les patrons, les syndicats, les partis réformistes et l'Etat. En clair: qui a voté pour Chirac contre Le Pen ? qui a soutenu la gauche au pouvoir ? qui a voté Mitterrand ? qui se présente aux élections ? qui grimpe et (ou) se planque dans l'appareil syndical ? qui est prêt à s'allier avec les islamistes ? qui est pour exclure les jeunes filles musulmanes si elles portent le hijab à l'école ? Qui accepte les subventions de l'Etat bourgeois pour se présenter aux élections et financer son organisation ? Qui cogère les licenciements ? Qui occupe des positions dans la hiérarchie des entreprises ou des institutions étatiques ? Avec ces critères simples et concrets, on peut se définir beaucoup plus facilement que sur de pseudo-références «programmatiques».

2. Dans le journal britannique *Solidarity* de l'Alliance for Workers Liberty, un lecteur, Eric Lee, cite quatre affirmations courantes dans le mouvement antiguerre. «1. L'Irak ne possède pas d'armes de destruction massive, n'entretient aucun lien avec les terroristes d'Al Quaida, et ne menace pas l'Occident. 2. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont isolés diplomatiquement, et entreront en guerre, même sans l'accord de l'ONU. 3. L'opinion publique est massivement opposée à la guerre: l'hostilité à la guerre croît chaque jour. 4. Une guerre provoquerait un massacre et déstabiliserait tout le Moyen Orient.» Et il se demande ce qui se passera si une ou plusieurs de ces affirmations s'avèrent sans aucun fondement. Il va même plus loin puisqu'il démontre que c'est le cas. Je ne partage absolument pas son opinion, notamment sur les effets positifs de l'intervention alliée en 1991 (il cite notamment les pourparlers d'Oslo !) ni sur les effets bénéfiques possibles d'une intervention américano-britannique aujourd'hui. Cependant, il me semble que sa lettre met le point sur certaines des faiblesses indéniables de l'argumentation des révolutionnaires contre la guerre et sur leur surestimation de la détermination des pacifistes. Comme E. Lee le dit très justement, un seul attentat à Londres, à Rome ou à Paris suffirait pour que le mouvement antiguerre redevienne groupusculaire.

3. Toute personne qui n'a pas connu les années soixante peut se reporter au *Monde diplomatique* actuel et à ses «compils» de vieux articles. Elle observera facilement comment, entre les lignes ou ouvertement, cette publication, qui prétend lutter pour une «autre mondialisation», ménage en fait certains régimes et certaines dictatures.

4. Cf. «Que se cache-t-il derrière le slogan de la “destruction de l'Etat d'Israël”» cf. *Compil' n°1 : Sionisme et antisionisme, «question juive» et antisémitisme.*

5. Le Workers World Party est un groupuscule issu du mouvement trotskyste et qui soutint l'écrasement de la révolution ouvrière de 1956 par les chars russes ! Aujourd'hui il considère que l'Irak et la Corée du Nord sont des pays anti-impérialistes ! Malgré ses effectifs très réduits, ce groupe contrôle Answer, coalition antiguerre qui fait descendre des dizaines de milliers d'Américains dans la rue.

6. Le numéro 19 de la *New Left Review* (janvier-février 2003) contient un excellent article sur les raisons stratégiques pour lesquelles l'armée israélienne utilise autant le bulldozer que le char dans sa guerre contre les Palestiniens. Mais, automatisme antisioniste oblige, l'auteur ne peut s'empêcher de comparer le projet de l'ex-général Eitam, dirigeant du Parti national religieux, contre les Palestiniens (les expulser dans les pays arabes limitrophes) à celui d'Adolf Hitler contre les Juifs (projet, qui rappelons-le, n'a pas abouti à l'expulsion mais à l'extermination des Juifs). Comme si l'on avait besoin de ce type de comparaison pour dénoncer les méthodes colonialistes de l'Etat israélien !

7. A ce sujet, il est intéressant de rapporter ici ce qu'un représentant du gouvernement allemand a déclaré à la BBC dans l'émission «Hard Talk». Harcelé par le journaliste particulièrement agressif et réac qui menait l'interview, il a répondu très calmement que l'Allemagne faisait beaucoup plus pour les Etats-Unis que d'autres pays européens. Un: elle permettait aux avions américains de survoler son territoire. Deux: l'armée américaine avait le droit d'avoir des bases militaires sur le sol. Et trois: les soldats de la Bundeswehr remplaçaient sur leurs bases les soldats américains qui partaient dans le Golfe.

Gageons que ce bureaucrate n'a pas dû donner une grande publicité à ses propos en Allemagne même...

8. Voilà exactement ce que déclara Chirac en février 1990 : «Il n'y a pas d'affrontement idéologique entre Africains dans tel ou tel pays, mais des divisions ethniques. Il y a dans ces pays un très grand nombre de tribus qui ont leurs traditions, qui ont leur culture, qui ont leur histoire et qui se sont toujours battues. Le grand effort des dirigeants modernes de ces pays depuis les indépendances, c'est de rassembler ensemble ces gens, de les faire s'entendre et de réaliser l'unité nationale et l'effort de redressement. Dès que vous envisagez la création, comme cela, simplement parce que l'Europe considère que c'est bien, d'un certain nombre de partis, ce que je peux comprendre, que se passe-t-il ? Vous avez immédiatement un parti par tribu et au lieu d'avoir la démocratie, vous avez l'affrontement et un risque d'anarchie. Il faut tout de même réfléchir avant d'imposer à tous ses certitudes. La démocratie peut revêtir un certain nombre de formes. J'entendais tout à l'heure qu'on avait le choix entre un parti et un autre parti. Cela n'a aucun sens en Afrique où il n'y a pas de clivages idéologiques.» Où l'on voit que Henri Guaino et Nicolas Sarkozy n'ont rien inventé dans leur «discours de Dakar» ! (*Note de novembre 2007.*)

9. Ceux qui dénoncent (justement) les menées impérialistes des États-Unis affirment qu'il est absolument impossible qu'un gouvernement américain contribue à instaurer la démocratie dans un seul pays. Pourtant ces mêmes gauchistes soutenaient Solidarnosc il y a vingt ans, syndicat dont il est aujourd'hui notoire qu'il a reçu non seulement des fonds des syndicats américains mais aussi des aides encore plus douteuses. Cela devrait faire réfléchir nos révolutionnaires sur les dangers de toujours prédire le pire et de croire que l'impérialisme américain soit incapable d'aider, à un moment donné, un mouvement démocratique, y compris en Irak, aussi invraisemblable que cela paraisse pour le moment [Cette phrase, qui voulait essayer d'envisager toutes les possibilités de la situation en Irak sans en écarter aucune, m'a valu quelques attaques malhonnêtes sur le Net, mais je dois aussi admettre que sa formulation était maladroite et trop elliptique, *janvier 2011*].

10. A propos de subtilité, dans une longue analyse de la politique américaine depuis le 11 septembre, Perry Anderson considère à propos des rapports entre l'Europe et les États-Unis, qu'ils sont régis par un modèle que n'avaient prévu ni Lénine ni Kautsky (*New Left Review*, Éditorial de septembre 2002). Selon lui, les contradictions inter-impérialistes ne peuvent être gérées «de façon satisfaisante que par un pouvoir capable d'imposer une certaine discipline à tout le système, dans l'intérêt commun de toutes les parties. "Imposer" une telle volonté ne peut être le produit de la force brute. Cela doit également correspondre à une véritable capacité de persuasion – idéalement, une forme de leadership qui présente le modèle de production et de culture le plus avancé comme un objectif à atteindre et à imiter par tous les autres États. Telle est la définition de l'hégémonie, qui tend à une unification générale du champ du capital. Mais en même temps, la puissance hégémonique doit être un État – et ne peut être qu'un État – particulier, possédant une histoire particulière et une série de spécificités qui le distinguent de tous les autres. (...) Par définition, cependant une puissance hégémonique possédera des traits qui ne peuvent être adoptés par les autres, puisque que ce sont justement ces traits qui la haussent au-dessus de ses rivales. Mais en même temps, son rôle exige qu'elle soit aussi proche que possible d'un modèle généralisable, et donc reproductible. Il s'agit bien sûr d'une véritable quadrature du cercle, par conséquent il existera toujours un coefficient de friction intrinsèque dans n'importe quel ordre hégémonique. (...) Nous vivons dans un monde qui conjugue – d'une façon qu'aucun des deux théoriciens ne pouvait prévoir – à la fois les caractéristiques du passé décrit par Lénine et celles du futur anticipé par Kautsky.» Perry Anderson suggère donc que les puissances impérialistes forment un club assez soudé dont les associés minoritaires râlent parfois mais dont les intérêts généraux sont bien défendus par l'associé principal. On est loin de l'Axe du Mal, version gauchiste et anti-américaine primaire.

11. A ce propos, il est significatif que dans les années 60 et 70 l'extrême gauche dénonçait Israël comme un État «théocratique» (exclusivement fondé sur l'appartenance à une religion), mais pas comme un État «raciste». Aujourd'hui la rhétorique gauchiste met en avant le «racisme» de l'État d'Israël, évacuant le problème religieux, ce qui permet de ratisser large et de ne pas prendre de front les sympathisants intégristes qui, eux, voudraient établir en Israël/Palestine un État théocratique... musulman, souhaiteraient que leurs sœurs et leurs mères portent le hijab et que l'on enseigne le Coran à l'école.